

ARRETE COMMUNAUTAIRE

N° ARR_2025_003 : ARRÊTÉ PORTANT ORGANISATION D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE MODIFICATION N°3 DE L'AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DEVENUE SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE D'AURILLAC

Le Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L.5211-9 ;

Vu le Code du Patrimoine et notamment les articles L.631-1 et suivants et R.631-1 et suivants ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants et L.581-14-1 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2016/169 en date du 28 novembre 2016 approuvant la création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sur la Commune d'Aurillac ;

Vu la loi n° 2016-925 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (dite « loi LCAP ») définissant et instaurant un nouveau cadre de protection : les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR) ;

Considérant que, depuis la promulgation de ladite loi le 7 juillet 2016, les AVAP approuvées ont été, de plein droit, transformées en SPR ;

Vu les délibérations n° DEL_2021_089 en date du 24 juin 2021 et n° DEL_2023_090 en date du 29 juin 2023 approuvant respectivement les modifications n°1 et n°2 du Site Patrimonial Remarquable de la Commune d'Aurillac ;

Vu la décision du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand en date du 4 avril 2024 annulant partiellement le modification n°1 du Site Patrimonial Remarquable de la Commune d'Aurillac ;

Vu les délibérations n° DEL_2020_094 en date du 1^{er} octobre 2020, n° DEL_2021_011 en date du 4 février 2021, n° DEL_2022_002 en date du 10 février 2022 et n° DEL_2023_172 en date du 14 décembre 2023 approuvant la composition de la Commission Locale du SPR ;

Vu la délibération n° DEL_2023_173 en date du 14 décembre 2023 prescrivant le lancement de la modification n° 3 du Site Patrimonial Remarquable de la Commune d'Aurillac ;

Vu la délibération n° DEL_2024_037 en date du 11 avril 2024 arrêtant le projet de la modification n° 3 du Site Patrimonial Remarquable de la Commune d'Aurillac ;

Vu les réunions de la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable en date des 13 et 29 mars 2023 ;

Vu la décision du 17 juillet 2024 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand désignant le Commissaire-Enquêteur ;

Vu la décision n° 2024-ARA-KKPP-3640 de l'Autorité Environnementale en date du 17 décembre 2024 dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Considérant que le projet de modification n° 3 de l'AVAP-SPR d'Aurillac a pour objet de modifier quelques éléments du zonage, de mettre à jour la carte et de modifier quelques dispositions du règlement sans porter atteinte à la protection du patrimoine bâti et aux espaces ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique sur le projet de modification n° 3 de l'AVAP-SPR d'Aurillac, du **vendredi 7 mars 2025 au lundi 7 avril 2025** inclus, soit pendant 32 jours consécutifs.

Ce projet concerne la Commune d'Aurillac.

Le dossier mis à l'enquête comprend :

- le dossier arrêté de modification n° 3 de l'AVAP-SPR ;
- la décision de l'autorité environnementale suite à l'examen au cas par cas ;
- une note explicative reprenant la mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative aux projets ainsi que la (ou les) décisions pouvant être adoptée(s) au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre les décisions d'approbation ;
- les avis émis sur le projet.

Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de la CABA par le Préfet.

ARTICLE 2 : Le Commissaire-Enquêteur, tel que désigné par Monsieur le Président du Tribunal Administratif, est Monsieur Guy MOUGEOT.

ARTICLE 3 : Consultation du dossier par le public

Les pièces du dossier et un registre d'enquête unique à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur, sont tenus à la disposition du public pendant la durée de l'enquête, dans les deux lieux d'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture tels que mentionnés ci-après :

CABA (siège de l'enquête)

Immeuble de la Paix
18 place de la Paix (rez-de-chaussée)
15000 Aurillac

Du lundi au vendredi
de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30

Mairie d'Aurillac
(Hôtel de ville, Service Urbanisme)

Du lundi au vendredi
de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

Le dossier sera également consultable sur le site Internet de la CABA à l'adresse suivante : www.caba.fr/enquetes-publiques

Le dossier d'enquête publique est gratuitement accessible à partir d'un poste informatique mis à disposition du public à la CABA, Immeuble de la Paix, 18 place de la Paix (rez-de-

chaussée), 15000 Aurillac, siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

ARTICLE 4 : Dépôt des observations et propositions du public

Pendant la durée de l'enquête, le public peut prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet dans les deux lieux d'enquête mentionnés ci-dessus.

Il peut adresser ses observations par correspondance, le cachet de la poste faisant foi, au Commissaire-Enquêteur, à l'adresse de la CABA, 3 Place des Carmes, CS 80501, 15005 AURILLAC Cedex.

Les observations et propositions pourront également être déposées par courrier électronique envoyé à l'adresse enquetepubliqueurba@caba.fr du vendredi 7 mars 2025 à 8h00 jusqu'au lundi 7 avril 2025 à 17h30.

Le Commissaire-Enquêteur sera présent pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux lieux, dates et heures suivantes :

CABA (siège de l'enquête) Immeuble de la Paix 18 place de la Paix (rez-de-chaussée) 15000 Aurillac	lundi 7 avril 2025, de 14h00 à 17h00
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------

Mairie d'Aurillac (Hôtel de Ville, Salle du Maréchal Ney)	Vendredi 7 mars 2025, de 9h00 à 12h00 Mercredi 19 mars 2025, de 14h00 à 17h00 Lundi 31 mars 2025, de 9h00 à 12h00
--------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

L'ensemble des observations et propositions du public déposées par voie postale, par voie électronique, ainsi que les observations écrites, consignées sur les registres, sont consultables, et intégrées dans les meilleurs délais, sur le registre ouvert au siège de l'enquête ainsi que sur le site Internet www.caba.fr/enquetes-publiques.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en ferait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 5 : À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est clos et signé par le Commissaire-Enquêteur. Dès réception du registre et des documents annexés, le Commissaire-Enquêteur rencontre, dans la huitaine, le Président de la CABA et lui communique les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le Président de la CABA dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 6 : Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le Commissaire-Enquêteur transmet au Président de la CABA le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie de ce rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif et au Préfet du Cantal.

Le rapport relate le déroulement de l'enquête et examine les observations et propositions recueillies. Les conclusions motivées sont consignées dans un document précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Une copie du rapport et des conclusions motivées du Commissaire-Enquêteur est déposée au siège de la CABA, et sur le site Internet www.caba.fr pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 7 : Au terme de cette procédure, l'organe délibérant de la CABA doit se prononcer par délibération sur l'approbation de la modification n° 3 de l'AVAP-SPR. Il peut, au vu des conclusions de l'enquête publique, décider d'apporter des modifications au projet en vue de son approbation.

ARTICLE 8 : Le public est informé de l'ouverture de cette enquête publique selon les modalités suivantes :

- 15 (quinze) jours au moins avant le début de l'enquête, soit au plus tard le 20 février 2025, un avis d'ouverture de l'enquête est publié, en caractères apparents, dans les journaux « La Montagne » (édition du Cantal) et « L'Union du Cantal ».
Cet avis est rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, soit entre le 7 mars 2025 et le 14 mars 2025, dans les mêmes journaux.

- 15 (quinze) jours au moins avant le début de l'enquête, soit au plus tard le 20 février 2025, et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié :

- par voie d'affiches, au siège de la CABA et en mairie d'Aurillac,
- sur le site Internet www.caba.fr/enquetes-publiques.

ARTICLE 9 : Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de Monsieur le Président de la CABA, ou de Madame BERGOIN-CAPELLE Sophie, Responsable du Service Urbanisme, au siège de la CABA, 3 Place des Carmes, CS 80501, 15005 AURILLAC Cedex (contact@caba.fr).

ARTICLE 10 : Le présent arrêté est publié conformément aux règles de publicité en vigueur ; une copie est adressée à Monsieur le Préfet et à Monsieur le Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publicité.

ARTICLE 12 : Monsieur le Président, Monsieur le Directeur Général des Services de la CABA et Monsieur le Commissaire-Enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Aurillac, le 30 janvier 2025
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

Pierre MATHONIER.